

Comptes-rendus des GT Elections 2017 – attractivité des logements Masse

Paris 24 novembre 2016

Ce compte-rendu regroupe les 2 GT auxquels SOLIDAIRES a participé le 24 novembre : celui sur la préparation des futures élections Masse de 2017 (matin du 24/11) ainsi que le bilan du sondage réalisé par l'Ifop sur l'attractivité des logements Masse (après-midi du 24/11).

I - Groupe de Travail sur les élections Masse

En déclaration préliminaire, l'UNSA a commenté la réponse de la Directrice Générale à leur lettre suite aux incidents de Tremblay2 du mois d'octobre. L'UNSA estime que celle-ci ne prend pas la mesure du problème. En réponse, H. HULIN, directeur de l'EPA Masse, propose d'y revenir en fin de GT.

La question de la date des élections a été le point central des débats.

Annoncées pour le 29/06/2017 ces élections tombaient en plein milieu d'examens scolaires et juste au moment des vacances d'été. Le dépouillement aurait ainsi eu lieu début juillet !

Elles auraient surtout eu lieu moins de 3 mois après les élections professionnelles organisées dans les 3 nouvelles régions issues de la réforme territoriale. Soit les DI de Nantes, Bordeaux et Montpellier. Au mois de mars 2017, celles-ci organiseront des élections portant uniquement sur les CT (pratiques pour faire valider les fermetures de sites!).

Pour H. HULIN, cette date se justifiait par le fait que le nouveau Conseil d'Administration (CA) devait se réunir avant la fin novembre pour valider le projet de budget 2018. La DG ne pouvait pas attendre mars-avril pour réunir le nouveau CA issu des urnes (avec des élections organisées en décembre).

L'USD/FO et la CFDT ont indiqué que cette accumulation de campagnes électorales était ingérable pour les OS et les DI. Selon elles, il était tout à fait possible de repousser ces élections au 4ème trimestre 2017 (novembre voire décembre).

SOLIDAIRES est intervenu pour faire remarquer que tenir des Groupes de Travail Locaux (GTL) avant le 30/12/2016 revenait pour ces 3 régions à

les faire avec des interlocuteurs qui, 4 mois plus tard, auraient changé.

Après une suspension de séance pour recueillir l'avis de la présidente de l'Etablissement (la Directrice Générale), un accord a été trouvé.

Les élections vont être officiellement repoussées sur la première quinzaine du mois d'octobre 2017. Un nouveau déroulé concernant les dates va être très rapidement fourni aux OS. Les GTL annoncés comme facultatifs pour le 29/06 (ils avaient déjà été réunis en novembre/décembre 2015) seront sans doute reconvoqués.

Il le faudra, par exemple pour les DI de Nantes et de Lyon, afin de déterminer les modalités pratiques d'organisation des élections (le Service Territorial – ST - du Léman, désormais compétent pour gérer le parc de la DI, n'a pas accès au fichier GRH qui est au PLI à Lyon).

Afin d'aider le Service Central, les OS ont demandé que celui-ci sollicite le bureau DG/A2 afin qu'il lui fournisse le fichier de tous les agents actuellement en douane. Les corrections pourraient ensuite être faites par les ST.

Le règlement n'ayant pas évolué depuis 2015, les fiches pratiques n'ont pas soulevé de commentaires particuliers.

Les dates des prochains GT (celui du 17/01/2017 portant sur les enfants de douaniers dans les cités et du 28/02 sur les mesures correctrices apportées suite au référé de la Cour des Comptes sont confirmées).

Concernant Tremblay2, une réunion a eu lieu le 8

... / ...

novembre. Le bailleur va sécuriser le site : la mairie, notamment en modifiant le Plan d'Urbanisme Local, va fournir une partie des terrains manquants pour l'édification d'une clôture. Les travaux d'un coût approximatif de 3 M€ débuteront en avril 2017. la police maintiendra jusque là des rondes. Les coûts des travaux ne seront pas répercutés sur les loyers.

SOLIDAIRES a posé la question de réhabilitation de Tremblay1. Selon l'EPA Masse, le bailleur social responsable dispose de moins de moyens qu'à Tremblay2... (vous imaginez donc sans peine la suite de la phrase!).

L'UNSA est intervenue pour indiquer que la cité de Valenciennes, côté à 2,7 M€, avait été vendue pour

700000€. Soit une décote de 12000€ sur le prix moyen toute surface confondue par appartement (T1 au T5).

Pour l'EPA, il y a un réel problème entre la volonté d'optimisation du parc immobilier de l'État et les préconisations de la Cour des Comptes qui ne veut pas que celui-ci soit bradé. Au milieu il y a l'attitude des DRFiP qui ne communiquent pas avec les DI lors des ventes et des acheteurs qui ne visent en fait que le terrain et non le bâti. Le même problème se pose avec la cité de Granville.

La délégation SOLIDAIRES était composée de : Fabienne LAURENT, Gérald MANCELL et Renaud GOYATTON.

II - Groupe de Travail sur l'attractivité des logements Masse

Ce GT était organisé suite au sondage de l'Ifop sur l'attractivité des logements Masse. M. Bendavid, de l'Ifop, assistait au GT pour commenter les résultats.

On ne peut que se féliciter du fort taux de participation et remercier les agents des nombreuses réponses qui sont remontées. 5109 agents ont répondu au questionnaire (sur un peu plus de 17000 agents). 125 l'ont fait en répondant au questionnaire papier ; les autres par voie électronique.

L'Ifop souligne l'importance d'un tel nombre de réponses. On compte des actifs et des retraités, des AG/CO et SURV. Toutes les catégories sont représentées (A, B et C) de même que des agents habitant ou ayant habité en cité.

L'EPA Masse a fourni les questions et l'Ifop a ensuite procédé à un ajustement des réponses afin de refléter le plus fidèlement possible la réalité (quel a été le degré d'intervention de l'EPA pour aider à ajuster les données on ne le sait pas. Mais ces résultats confortent la politique que l'Etablissement mène, donc...).

SOLIDAIRES a regretté que ce soient les DI qui servent de périmètre alors que les ST auraient sans doute été plus pertinents. Le calcul en kilomètres et non en temps pour les grandes agglomérations a aussi été pointé du doigt.

La Masse dispose d'une bonne image et véhicule toujours des valeurs auprès des agents (solidarité...). Les personnes interrogées connaissent globalement son fonctionnement et ses règles.

Par contre, la connaissance réelle du fonctionnement de la Masse, la connaissance précise des règles d'attribution des logements, la réactivité et le modernisme de l'institution sont des secteurs avec de réelles marges de progression. Surtout, 31 % des sondés remettent en cause l'équité des attributions de logements.

SOLIDAIRES a indiqué qu'il fallait sans doute y inclure les bailleurs privés avec lesquels les relations sont parfois très difficiles.

Si la note obtenue concernant l'image (6,1/10) est correcte, celle sur la satisfaction de l'offre de logement (5,7/10) peut être encore accrue.

L'EPA va maintenant se pencher sur des pistes d'améliorations (« d'optimisation ») qui ne nous ont pas été présentées lors de ce GT. Suite à une lettre de mission du Ministre, une équipe va se mettre en place concernant les logements Masse : la DGDDI, l'EPA Masse et la Direction Immobilière de l'État (DIE) vont se réunir pour trouver des solutions. Celles-ci seront présentées lors du GT du 28/02 consacré aux mesures correctrices suite au référé de la Cour des Comptes.

Espérons que l'EPA, voyant que les agents soulignent le manque de réactivité et d'offre de logements, n'en profite pas pour transférer la gestion des cités à l'ALPAF !

La délégation SOLIDAIRES était composée de : Fabienne LAURENT, Gérald MANCELL et Renaud GOYATTON.